



Le 06 mai 2021

Chronique d'un conflit inévitable...

Depuis de nombreuses semaines la **CGT** locale dénonce les errements de notre hiérarchie qui accumule les décisions insensées mettant régulièrement la population pénale et les agents en danger.

Nonobstant la volonté du Ministère et de la DAP, d'apaiser les tensions et de relancer le dialogue social, force est de constater que malgré la bonne volonté de la **CGT** locale, le dernier **CTS** n'a été qu'une vaine tentative rapidement avortée par le cynisme assumé de nos Officiers. Ils ont formellement décidé de s'affranchir de toutes les règles édictées par notre administration et affiche clairement leurs séditions.

Le personnel de la MA DE SARREGUEMINES se désolidarise totalement de cette tentative de sécession et réaffirme avec force sa loyauté envers l'institution.

L'obscurantisme de l'autorité régionale qui n'a eu de cesse de dénigrer le professionnalisme et l'intégrité des personnels, allant même jusqu'à jeter l'opprobre dans les journaux, alimente sans cesse ce sentiment d'impunité chez nos Officiers.

Autoproclamés souverains, ils gèrent l'établissement selon leurs bon vouloir, se fichant éperdument des risques sanitaires, psychosociaux ou sécuritaires engendrés par leurs décisions.

Nous pourrions citer par exemple :

Le 23 mars 2021 : retour de permission d'un détenu qui obtient de la cheffe d'établissement de retourner dans sa cellule d'origine sans passer par la quarantaine réglementaire. (Voir Note DAP du 19/03/21)

Le 07 avril 2021 : mise en place de l'activité « esthéticienne » ou de la formation professionnelle avec 10 détenus sans tenir compte des particularités de l'activité ou de la formation concernée et sans prévoir des garanties définies pour assurer le respect des mesures barrières. (Voir Note DAP du 19/03/21)

Le 20 avril 2021 : les propos de la cheffe d'établissement lors du **CTS** concernant notre questionnement sur le retour du service de nuit à trois : « Vous avez voulu jouer bête (cf le mail de la **CGT** régionale adressé au Directeur Interrégional concernant le 23/03/2021) et bien on joue bête, vous avez incité les surveillants à dresser un nombre inconsideré de CRI

sur le dernier trimestre 2020 juste pour me mettre la pression et, comme par hasard, depuis janvier 2021 le nombre de CRI a drastiquement diminué. »

La CGT locale récusé totalement ces accusations sans fondements et tient à préciser que l'on ne joue pas avec les conditions de travail de nos collègues ou les modalités d'hébergement des détenus qui nous sont confiés et encore moins avec la sécurité de l'établissement !

La CGT locale tient à formuler qu'après vérifications, le nombre de CRI lors du dernier trimestre 2020 est identique au premier trimestre 2021 (27).

Le 26 avril 2021 : la publication de notes de services concernant l'accès à l'entrée principale et celle réglementée des téléphones portables sans proposer d'alternatives aux agents pour déposer au frais leur déjeuner, ni mettre à leur disposition des casiers sécurisés pour entreposer les téléphones. **A noter, si la porte d'entrée principale est un poste protégé, qui assure le nettoyage des lieux ?** (Voir note 27/2021 et 28/2021)

Le 28 avril 2021 : l'adjoint de la cheffe d'établissement qui se présente à l'accès piéton et qui, devant le questionnement légitime de l'agent portier concernant son identité, lui répond « je suis le père Noël ».

La note de service concernant la gestion du détenu, particulièrement violent **placé au QD le 24 avril 2021**, qui occulte totalement les consignes à appliquer en cas d'incident pendant le service nuit. **D'ailleurs à 3 agents de nuit, on fait comment pour intervenir au QD ?** Pourquoi ce détenu n'est pas dirigé vers l'Unité de Détenu Violent de Strasbourg ? (Voir note 15/2021)

Le 29 avril 2021 : de passage à l'établissement, nos secrétaires régionaux se sont vu refuser un entretien par la cheffe d'établissement sous prétexte qu'ils ne se sont pas annoncés. Cette nouvelle provocation montre bien que l'autorité locale ne souhaite absolument pas apaiser le climat social et se complait dans sa gestion autocratique de la structure.

Puisque la seule réponse de notre hiérarchie est l'intimidation, la manipulation, les brimades, les punitions collectives, le harcèlement permanent des agents, le refus de toute forme de dialogue social et, devant l'inertie de notre autorité régionale, **la CGT locale se voit contrainte d'appeler l'ensemble du personnel à une grève illimitée devant l'établissement à partir du 17 mai 2021.**

La **CGT** locale

